

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4118

[2009/205885]

**8 DECEMBRE 2009. — Arrêté ministériel relatif aux aides régionales
aux producteurs laitiers pour faire face à la baisse exceptionnelle des prix du lait**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la production de produits agricoles;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, tel qu'il a été modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2001 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, particulièrement l'article 76bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009 portant application de l'article 76bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, particulièrement l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la crise actuelle du secteur laitier provoquée par la chute exceptionnelle des prix du lait à la fin de l'année 2008 implique la mise en œuvre d'urgence de mesures de soutien au secteur;

Considérant qu'il y a notamment lieu de mettre en place sans délai un régime d'aide au profit des producteurs de lait pour soulager la trésorerie des exploitations laitières;

Considérant que tout retard dans l'adoption et la mise en œuvre de ce régime d'aide serait préjudiciable à l'ensemble du secteur laitier,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "arrêté" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

2° "administration" : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et de Environnement du Service public de Wallonie, ou son délégué.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide de minimis peut être octroyée aux producteurs laitiers qui rencontrent des difficultés de trésorerie suite à la baisse exceptionnelle ou imprévisible du prix du lait et qui contractent, en vue de faire face à ces difficultés, un prêt auprès d'un organisme de crédit agréé.

Art. 3. L'aide visée à l'article 2 prend les formes suivantes :

1° l'octroi d'une subvention-intérêt d'une durée maximale de deux ans, dont le taux maximal est égal à la moyenne du taux OLO à deux ans du trimestre précédent le trimestre au cours duquel le crédit est contracté, augmenté d'1 %, sans toutefois pouvoir dépasser 4 %;

2° l'octroi d'une garantie publique portant sur maximum 70 % du capital éligible, d'une durée égale à la durée du crédit sans que cette durée de garantie ne puisse dépasser cinq ans;

3° la prise en charge du coût de constitution du dossier de crédit avec un maximum de 150 euros.

Le montant total de l'aide visé à l'alinéa précédent ne pourra dépasser le montant de 7.500 euros duquel est déduit le montant de toute aide de minimis ayant été octroyée au cours de l'année en cours et des deux années précédentes.

Art. 4. § 1^{er}. Pour bénéficier de l'aide visée à l'article 2, le producteur de lait doit répondre aux conditions suivantes :

1° être un agriculteur au sens de l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté;

2° être détenteur d'un quota laitier conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, et respecter ce quota laitier annuel, leasings inclus;

3° rencontrer des difficultés de trésorerie suite à une baisse exceptionnelle ou imprévisible du prix du lait et accuser des retards de paiement de fournisseurs, prestataires ou autres débiteurs à court terme;

4° tenir une comptabilité de gestion conformément à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté;

5° affecter prioritairement le crédit contracté au remboursement des dettes aux fournisseurs, prestataires ou autres débiteurs à court terme;

6° s'engager à participer au programme d'analyse des exploitations laitières mené à l'initiative de l'administration;

7° ne pas être une "entreprise en difficulté" au sens du Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la production de produits agricoles.

L'aide octroyée est suspendue par l'administration en cas de non respect des obligations reprises à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° à 6°. Cette décision est notifiée à l'agriculteur et à l'organisme de crédit.

§ 2. Le bénéficiaire de l'aide peut être une association de producteurs laitiers ou un groupement de producteurs laitiers au sens de l'article 1^{er}, 7° et 20°, de l'arrêté.

Si le bénéficiaire est une association de producteurs laitiers, chacun de ses membres est habilité à introduire une demande d'aide à titre individuel.

Si le bénéficiaire est un groupement de producteurs laitiers, seul le groupement est habilité à introduire une demande collective d'aide.

Art. 5. § 1^{er}. Pour que le producteur de lait puisse prétendre à l'aide, le contrat de prêt ne peut porter sur un montant supérieur au quota laitier annuel multiplié par un montant forfaitaire de 0,10 euro, sans pouvoir excéder 50.000 euros. L'aide n'est octroyée que si ce quota annuel excède 50 000 litres.

Pour le calcul du montant visé à l'alinéa précédent, il est fait déduction du montant du capital pour lequel une aide régionale a été octroyée dans le cadre de l'épizootie de fièvre catarrhale ovine en application de l'article 76 de l'arrêté ou de l'article 76 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

Le quota laitier à prendre en considération est le quota annuel correspondant à la période laitière en cours et comprenant le quota de livraison à la laiterie et le quota de ventes directes, à l'exclusion du leasing.

§ 2. Le contrat de prêt doit également répondre aux conditions suivantes :

1° être remboursable en cinq ans maximum;

2° prévoir un report possible de remboursement en capital d'un an, applicable à la première année de remboursement du prêt;

3° prévoir qu'en cas de remboursement anticipatif, aucune indemnité de réemploi ou frais de sortie ne pourra être réclamé au crédit;

4° avoir été conclu après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. Aucune demande d'aide ne peut être introduite si le prix du lait publié par la Confédération belge des laiteries est supérieur à 29,89 euros hors T.V.A. par 100 kilos au cours de trois mois successifs.

Art. 7. § 1^{er}. La demande est introduite auprès de l'administration par l'organisme de crédit avec lequel le producteur laitier a conclu le contrat de prêt, selon un formulaire-type dont la forme et le contenu sont fixés par l'administration.

Pour être recevable, la demande d'aide doit être accompagnée d'une copie du contrat de prêt ou de l'offre de contrat et des données suivantes :

1° les nom et prénoms du producteur laitier ou sa raison sociale et sa forme juridique, s'il s'agit d'une personne morale;

2° les lieu et date de naissance du producteur laitier ou la date de sa constitution, s'il s'agit d'une personne morale;

3° le numéro de la carte d'identité du producteur laitier ou son numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises, s'il s'agit d'une personne morale.

L'administration peut demander au producteur laitier et à l'organisme de crédit les renseignements complémentaires et pièces qu'elle juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

§ 2. Les demandes d'aide doivent être introduites le 31 août 2010 au plus tard.

Art. 8. § 1^{er}. L'administration adresse au demandeur un accusé de réception du dossier déclaré complet ou incomplet dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'aide.

§ 2. En cas de dossier incomplet, l'administration envoie au demandeur un courrier précisant les renseignements et pièces complémentaires dont elle souhaite prendre connaissance. Le demandeur dispose de quinze jours ouvrables à compter de la date d'envoi de ce courrier pour compléter son dossier. Si, au terme de ce délai, le dossier reste incomplet, la demande est rejetée.

Art. 9. § 1^{er}. Sur proposition de l'administration, le Ministre notifie sa décision au demandeur dans les quarante jours ouvrables à compter de la date de notification du caractère complet du dossier.

§ 2. En cas d'octroi de l'aide, le demandeur ne peut introduire de nouvelle demande d'aide en vertu du présent arrêté.

Art. 10. § 1^{er}. L'organisme de crédit demande chaque année à l'administration, au moyen d'une déclaration de créance dont la forme et le contenu seront fixés par l'administration, le versement de l'aide accordée relative au contrat de crédit conclu par lui avec le producteur laitier.

La déclaration de créance doit être introduite par l'organisme de crédit au cours du trimestre précédant la date de l'échéance annuelle du crédit.

§ 2. L'administration contrôle la déclaration de créance et peut demander au producteur laitier et à l'organisme de crédit les renseignements complémentaires et pièces qu'elle juge nécessaires pour exécuter son contrôle.

§ 3. Dans les limites fixées par le présent arrêté, l'administration verse à l'organisme de crédit :

1° la première année : la subvention-intérêt et la prise en charge du coût de constitution du dossier de crédit;

2° la seconde année : la subvention-intérêt.

L'administration peut déterminer des modalités plus précises concernant le versement de l'aide individuelle.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 décembre 2009.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4118

[2009/205885]

8. DEZEMBER 2009 — Ministerialerlass über die regionalen Beihilfen zugunsten der Milcherzeuger, um den außerordentlichen Verfall des Milchpreises zu mildern

Der Minister der Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1535/2007 der Kommission vom 20. Dezember 2007 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2001 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, insbesondere des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 eingefügten Artikels 76bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 zur Anwendung von Artikel 76bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des am 1. Dezember 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Dezember 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die derzeitige Krise des Milchsektors, die durch den außerordentlichen Verfall der Milchpreise zum Ende des Jahres 2008 verursacht worden ist, die dringende Umsetzung von Maßnahmen zur Förderung des Sektors erforderlich macht;

In der Erwägung, dass insbesondere unverzüglich eine Beihilferegelung zugunsten der Milcherzeuger einzuführen ist, um die Finanzlage der Milchbetriebe zu verbessern;

In der Erwägung, dass jegliche Verspätung bei der Verabschiedung und der Umsetzung dieser Beihilferegelungen sich negativ auf den gesamten Milchsektor auswirken würde,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Erlass": Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

2° "Verwaltung": Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Stellvertreter.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann den Milcherzeugern, die im Anschluss an den außergewöhnlichen oder unvorhergesehenen Verfall des Milchpreises mit finanziellen Schwierigkeiten konfrontiert werden, und die bei einer zugelassenen Kreditanstalt zur Lösung dieser Schwierigkeiten ein Darlehen aufnehmen, eine "De-minimis"-Beihilfe gewährt werden.

Art. 3 - Die in Artikel 2 angeführte Beihilfe kann wie folgt gewährt werden:

1° in Form einer Zinssubvention mit einer Laufzeit von maximal zwei Jahren, deren maximaler Zinssatz dem durchschnittlichen Wert des OLO-Satzes auf zwei Jahre des Quartals, das dem Quartal während dem das Darlehen aufgenommen wird, vorangeht, entspricht, erhöht um 1% , ohne dabei jedoch 4% übersteigen zu dürfen;

2° in Form einer öffentlichen Bürgschaft, die sich auf maximal 70% des zulässigen Kapitals bezieht und deren Dauer der des Darlehens entspricht, ohne dass die Dauer dieser Bürgschaft fünf Jahre übersteigen darf;

3° durch die Übernahme der Kosten für das Anlegen der Akte zur Kreditaufnahme bei einem Höchstbetrag von 150 Euro;

Der Gesamtbetrag in dem vorangehenden Absatz erwähnten Beihilfe darf den Betrag von 7.500 Euro, abzüglich des Betrags jeglicher "De-minimis"-Beihilfen, die während des laufenden Jahres und in den beiden vorangehenden Jahren gewährt wurden, nicht übersteigen.

Art. 4 - § 1. Um in den Genuss der in Artikel 2 erwähnten Beihilfe zu gelangen, muss der Milcherzeuger folgende Bedingungen erfüllen:

1° Landwirt im Sinne von Artikel 1, 3° des Erlasses sein;

2° gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse Inhaber einer Milchquote sein und diese jährliche Quote (einschl. Leasing) beachten.

3° mit finanziellen Schwierigkeiten konfrontiert werden aufgrund eines außergewöhnlichen oder unvorhergesehenen Verfalls des Milchpreises und Verzögerungen bei den kurzfristigen Zahlungen an seine Lieferanten, Leistungserbringer oder sonstigen Schuldner aufweisen;

4° gemäß Artikel 4, § 1, Absatz 3 des Erlasses eine Betriebsbuchhaltung führen;

5° das aufgenommene Darlehen prioritär zur Erstattung der kurzfristigen Schulden an die Lieferanten, Leistungserbringer oder sonstigen Schuldner aufwenden;

6° sich verpflichten, an dem auf Initiative der Verwaltung durchgeführten Programm zur Analyse der Milchbetriebe teilzunehmen;

7° kein "Unternehmen in Schwierigkeiten" sein im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1535/2007 der Kommission vom 20. Dezember 2007 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Die Zahlung der Beihilfe wird von der Verwaltung eingestellt, falls die in Absatz 1, 1°, 2° 4° und 6° angeführten Verpflichtungen nicht beachtet werden. Dieser Beschluss wird dem Landwirt und der Kreditanstalt mitgeteilt.

§ 2. Bei dem Antragsteller kann es sich um eine Milcherzeugervereinigung oder um eine Milcherzeugergemeinschaft im Sinne von Artikel 1, 7° und 20° des Erlasses handeln.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um eine Milcherzeugervereinigung, so ist jedes seiner Mitglieder befugt, individuell einen Beihilfeantrag einzureichen.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um eine Milcherzeugergemeinschaft, so ist lediglich die Gemeinschaft befugt, einen kollektiven Beihilfeantrag einzureichen.

Art. 5 - § 1. Damit der Milcherzeuger Anspruch auf die Beihilfe erheben kann, darf der Betrag des Darlehensvertrag nicht über dem Ergebnis der Multiplikation der jährlichen Milchquote mit einem Pauschalbetrag von 0,10 Euro und nicht über 50.000 Euro liegen. Die Beihilfe wird zudem nur gewährt, falls diese jährliche Quote 50.000 Litern übersteigt.

Für die Berechnung der in dem vorangehenden Absatz erwähnten Beihilfe wird der Betrag des Kapitals abgezogen, für das eine regionale Beihilfe im Rahmen der Bekämpfung der Blauzungkrankheit in Anwendung von Artikel 76 des Erlasses oder von Artikel 76 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft gewährt worden ist.

Die zu berücksichtigende Milchquote ist die jährliche Quote, die dem laufenden Produktionszeitraum entspricht und die die Quote der Lieferungen an die Molkerei und die Quote Direktverkäufe ausschließlich Leasing umfasst.

§ 2. Der Darlehensvertrag muss zudem folgende Bedingungen erfüllen:

1° eine Laufzeit für die Rückzahlung von maximal fünf Jahren haben;

2° die Möglichkeit eines Übertrags der Rückzahlung des Kapitals eines Jahres vorsehen, die auf das erste Jahr der Rückzahlung des Darlehens anwendbar ist;

3° vorsehen, dass bei einer vorzeitigen Erstattung keine Entschädigung für verfrühte Rückzahlung und keine Austrittskosten von dem Darlehensnehmer verlangt werden können;

4° nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses abgeschlossen worden sein;

Art. 6 - Kein Antrag darf eingereicht werden, falls der von der Belgischen Vereinigung der Milchindustrie veröffentlichte Milchpreis während drei aufeinanderfolgenden Monaten 29,89 Euro ohne MwSt. pro 100 Kilo übersteigt.

Art. 7 - § 1. Der Antrag wird von der Kreditanstalt, mit der der Milcherzeuger den Darlehensvertrag abgeschlossen hat, bei der Verwaltung eingereicht, und zwar anhand eines Musterformulars, dessen Form und Inhalt die Verwaltung festgelegt hat.

Um zulässig zu sein, muss dem Beihilfeantrag eine Kopie des Darlehensvertrags oder des Vertragsangebots beigelegt werden sowie:

1° der Name und die Vornamen des Milcherzeugers oder sein Gesellschaftszweck und seine Gesellschaftsform, falls es sich um eine juristische Person handelt;

2° der Geburtsort und das Geburtsdatum des Milcherzeugers oder das Gründungsdatum, falls es sich um eine juristische Person handelt;

3° die Nummer des Personalausweises des Milcherzeugers oder seine Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, falls es sich um eine juristische Person handelt;

Die Verwaltung kann den Milcherzeuger und die Kreditanstalt auffordern, alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke, die sie zur Prüfung des Antrags für notwendig erachtet, zu übermitteln.

§ 2. Die Beihilfeanträge sind spätestens am 31. August 2010 einzureichen.

Art. 8 - § 1. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang des Beihilfeantrags eine Empfangsbestätigung der Akte, in der diese als vollständig oder unvollständig erklärt wird.

§ 2. Ist die Akte unvollständig, übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ein Schreiben, in dem sie die Auskünfte und zusätzlichen Schriftstücke, die sie zur Kenntnis nehmen möchte, anführt. Der Antragsteller verfügt über fünfzehn Arbeitstage ab dem Datum der Aufgabe dieses Schreibens, um seine Akte zu vervollständigen. Ist die Akte nach Ablauf dieser Frist nicht vollständig, wird der Antrag abgewiesen.

Art. 9 - § 1. Auf Vorschlag der Verwaltung teilt der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von vierzig Tagen ab dem Datum, an dem mitgeteilt wurde, dass die Akte vollständig ist, mit.

§ 2. Wird die Beihilfe gewährt, ist der Antragsteller nicht berechtigt, einen weiteren Beihilfeantrag auf der Grundlage des vorliegenden Artikels einzureichen.

Art. 10 - § 1. Die Kreditanstalt fordert die Verwaltung jedes Jahr anhand einer Schuldforderung, deren Form und Inhalt von der Verwaltung bestimmt werden, zur Zahlung der Beihilfe auf, die im Rahmen des zwischen dieser Kreditanstalt und dem Milcherzeuger abgeschlossenen Darlehensvertrags gewährt wird.

Diese Schuldforderung ist im Laufe des Quartals vor dem jährlichen Fälligkeitstermin des Darlehens von der Kreditanstalt einzureichen.

§ 2. Die Verwaltung prüft die Schuldforderung und kann den Milcherzeuger und die Kreditanstalt auffordern, alle zusätzlichen Informationen und Schriftstücke, die sie zur Ausübung dieser Prüfung für notwendig erachtet, zu übermitteln.

§ 3. Innerhalb der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Grenzen zahlt die Verwaltung der Kreditanstalt:

1° das erste Jahr: die Zinssubvention und die Kosten für das Anlegen der Akte zur Kreditaufnahme;

2° das zweite Jahr: die Zinssubvention.

Die Verwaltung kann genauere Modalitäten für die Zahlung einer individuellen Beihilfe festlegen.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 8. Dezember 2009

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4118

[2009/205885]

8 DECEMBER 2009. — Ministerieel besluit betreffende de gewestelijke steun die aan de melkproducenten verleend wordt in het kader van de buitengewone daling van de melkprijzen

De Minister van Landbouw.

Gelet op Verordening (EG) nr. 1535/2007 van de Commissie van 20 december 2007 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun in de landbouwsector;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993, 13 juli 2001 en 12 augustus 2003;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, inzonderheid op artikel 76bis, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009 houdende toepassing van artikel 76bis van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 december 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 december 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige crisis in de zuivelsector, veroorzaakt door de buitengewone daling van de melkprijzen aan het einde van het jaar 2008, impliceert dat dringend steunmaatregelen voor de sector getroffen moeten worden;

Overwegende dat er met name reden is om een steunregeling ten gunste van de zuivelproducenten op touw te zetten om de thesaurie van de zuivelbedrijven te ontlasten;

Overwegende dat elke vertraging in de aanneming en de uitvoering van bovenvermelde steunregeling nadelig zou zijn voor het geheel van de zuivelsector,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "besluit": het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector;

2° "administratie": de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Landelijke Aangelegenheden en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, of diens afgevaardigde.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare berotingskredieten kan een de minimis-steun toegekend worden aan de melkproducenten die schatkistproblemen ondervinden ingevolge de buitengewone of onverwachte daling van de melkprijs en die daarom een lening aangaan bij een erkende kredietinstelling.

Art. 3. De steun bedoeld in artikel 2 wordt verleend als volgt :

1° de toekenning van een rentesubsidie voor hoogstens twee jaar, waarvan de maximumvoet gelijk is aan het gemiddelde van de OLO-rentevoet over twee jaar van het kwartaal dat voorafgaat aan het kwartaal in de loop waarvan het krediet wordt aangegaan, verhoogd met 1 % , zonder evenwel 4 % te mogen overschrijden;

2° de toekenning van een overheidsgarantie op maximum 70 % van het in aanmerking komende kapitaal, voor een duur gelijk aan de duur van het krediet, waarbij die duur niet meer dan vijf jaar mag bedragen;

3° de tenlasteneming van de kosten voor het aanleggen van het kredietdossier, met een maximumbedrag van 150 euro.

Het in het vorige lid bedoelde totaalbedrag van de steun mag niet hoger zijn dan 7.500 euro, waarvan het bedrag van elke de minimis-steun die verleend werd in de loop van het lopende jaar en van de twee voorafgaande jaren afgetrokken wordt.

Art. 4. § 1. Om in aanmerking te komen voor de subsidie bedoeld in artikel 2 moet de melkproducent voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° een landbouwer zijn in de zin van artikel 1, 3°, van het besluit;

2° houder zijn van een melkquotum overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extraheffing in de sector melk en zuivelproducten, en zich houden aan dat jaarlijkse melkquotum, leasing inbegrepen;

3° schatkistproblemen ondervinden ingevolge de buitengewone of onverwachte daling en betalingsachterstanden hebben t.o.v. de leveranciers, dienstenverstrekkers of andere schuldenaars op korte termijn;

4° een beheersboekhouding voeren overeenkomstig artikel 4 § 1, derde lid, van het besluit;

5° het aangegane krediet bij voorrang bestemmen voor de terugbetaling van de schulden aan de leveranciers, dienstenverstrekkers of andere schuldenaars op korte termijn;

6° zich ertoe verbinden deel te nemen aan het programma inzake analyse van de melkbedrijven dat op initiatief van de administratie gevoerd wordt;

7° geen "onderneming in moeilijkheden" zijn in de zin van Verordening (EG) nr. 1535/2007 van de Commissie van 20 december 2007 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun in de landbouwsector.

De toegekende steun wordt door de administratie opgeschort indien de verplichtingen bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 4° tot 6°, niet nagekomen worden. Die beslissing wordt betekend aan de landbouwer en aan de kredietinstelling.

§ 2. De steunaanvrager mag een vereniging of een groepering van melkproducenten zijn in de zin van artikel 1, 7° en 20°, van het besluit.

Indien de rechthebbende een vereniging van melkproducenten is, mag ieder van haar leden een individuele steunaanvraag indienen.

Indien de aanvrager een groepering van melkproducenten is, mag enkel de groepering een gezamenlijke steunaanvraag indienen.

Art. 5. § 1. Opdat de melkproducent aanspraak kan maken op de steun, mag de leningsovereenkomst niet betrekking hebben op een bedrag dat hoger is dan het jaarlijkse melkquotum vermenigvuldigd met een forfaitair bedrag van 0,10 euro, zonder 50.000 euro te mogen overschrijden. De steun wordt slechts toegekend indien dat jaarlijkse quotum 50.000 liter overschrijdt.

Voor de berekening van het bedrag bedoeld in het vorige lid wordt het bedrag van het kapitaal afgetrokken waarvoor een gewestelijke steun is toegekend in het kader van de blauwtongepizoötie overeenkomstig artikel 76 van het besluit of artikel 76 van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw.

Het in aanmerking te nemen melkquotum is het melkquotum die overeenstemt met de lopende melkperiode, met inbegrip van het quotum van de levering aan het melkbedrijf en van het quotum van rechtstreekse verkopen, leasing uitgezonderd.

§ 2. De leningsovereenkomst moet ook aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de lening kan in maximum vijf jaar terugbetaald worden;

2° de terugbetaling van het kapitaal kan met een jaar uitgesteld worden voor het eerste jaar van de terugbetaling van de lening;

3° in geval van voortijdige terugbetaling kan geen hergebruiksvergoeding of geen uitgavekost van de gecrediteerde geëist worden;

4° gesloten zijn voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. Er mag geen steunaanvraag ingediend worden als de door de Belgische Confederatie van de Zuivelindustrie bekendgemaakte prijs hoger is dan 29,89 euro, excl. BTW, per 100 kilo in de loop van drie opeenvolgende maanden.

Art. 7. § 1. De aanvraag wordt door de kredietinstelling waarmee de melkproducent de leningsovereenkomst gesloten heeft bij de administratie ingediend aan de hand van een type-formulier waarvan de vorm en de inhoud door de administratie bepaald worden.

Om ontvankelijk te zijn moet de steunaanvraag vergezeld gaan van een afschrift van de leningsovereenkomst of van het overeenkomstaanbod en van de volgende gegevens :

1° de naam en voornamen van de melkproducent, of zijn firma en zijn rechtsvorm als het om een rechtspersoon gaat;

2° de geboorteplaats en -datum van de melkproducent of de oprichtingsdatum indien het om een rechtspersoon gaat;

3° het nummer van de identiteitskaart van de melkproducent of zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank der Ondernemingen als het om een rechtspersoon gaat.

De administratie kan de melkproducent en de kredietinstelling verzoeken om de bijkomende gegevens en stukken die ze nodig acht om de aanvraag te onderzoeken.

§ 2. De steunaanvragen moeten uiterlijk 31 augustus 2010 ingediend worden.

Art. 8. § 1. De administratie stuurt binnen tien werkdagen na ontvangst van de steunaanvraag een bericht van ontvangst van het volledig of onvolledig verklaarde dossier aan de aanvrager.

§ 2. Indien het dossier onvolledig is, stuurt de administratie een schrijven aan de aanvrager om hem te wijzen op de bijkomende gegevens en stukken waarvan ze wenst kennis te nemen. De aanvrager beschikt over vijftien werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven, om zijn dossier aan te vullen. Indien het dossier na afloop van die termijn nog steeds onvolledig is, wordt de aanvraag verworpen.

Art. 9. § 1. Op voorstel van de administratie geeft de Minister de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen veertig werkdagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van het volledige karakter van het dossier.

§ 2. Indien de steun toegekend wordt, kan de aanvrager geen nieuwe steunaanvraag krachtens dit besluit indienen.

Art. 10. § 1. De kredietinstelling verzoekt de administratie jaarlijks d.m.v. een schuldverklaringsverklaring waarvan de vorm en de inhoud door de administratie bepaald worden om de storting van de toegekende steun betreffende de kredietovereenkomst gesloten met de melkproducent.

De schuldverklaringsverklaring wordt door de kredietinstelling ingediend in de loop van het kwartaal dat voorafgaat aan de jaarlijkse vervaldatum van het krediet.

§ 2. De administratie onderzoekt de schuldverklaringsverklaring en kan de melkproducent en de kredietinstelling verzoeken om de bijkomende gegevens en stukken die ze nodig acht om haar onderzoek te voeren.

§ 3. Binnen de bij dit besluit vastgelegde perken stort de administratie aan de kredietinstelling :

1° het eerste jaar : de rentesubsidie en de tenlasteneming van de kosten voor het aanleggen van het kredietdossier;

2° het tweede jaar : de rentesubsidie.

De administratie kan nauwkeurigere modaliteiten bepalen voor de storting van de individuele steun.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 8 december 2009.